

La résolution de la discorde

« Le gouvernement d'Israël utilise l'archéologie et la religion pour légitimer la colonisation illégale de la Palestine occupée », déclare le leader de l'OLP en ce qui concerne la résolution de l'Unesco.

ENTRETIEN avec Saeb Erekat par Julio de la Guardia

AFKAR/IDEES s'entretient avec le vétéran dirigeant palestinien, Saeb Erekat. Actuel secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Erekat est l'un des noms qui est retenu pour une éventuelle succession du président de l'Autorité nationale palestinienne (ANP), Mahmoud Abbas. L'entretien vise à clarifier les raisons de la polémique terminologique et politique autour de la résolution adoptée en octobre par le Comité exécutif de l'Unesco, par 24 votes pour, six contre et 26 abstentions. Cette résolution enjoint Israël, comme puissance occupante, de garantir la liberté de culte des musulmans et des chrétiens dans les lieux saints de la Vieille Ville de Jérusalem et dans d'autres sites religieux situés dans les zones autonomes de Bethléem et d'Hébron. En effet, la résolution commence par affirmer « l'importance de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts pour les trois religions monothéistes », ce qui implique indirectement une connexion avec le judaïsme et qui cependant a été retiré du texte par la suite. Mises à part d'autres digressions terminologiques et historiques, ce qui préoccupe le Palestinien moyen c'est qu'Israël satisfasse les exigences de l'Unesco. Et entre autres, qu'il garantisse le libre accès des Palestiniens aux lieux de culte que le gouvernement de Benyamin Netanyahu restreint en fonction des conjonctures politiques (quelques fois en appliquant des restrictions partielles par âges, d'autres en procédant à des dispositifs de fermeture hermétique pour des raisons touchant à la

sécurité). L'entretien a lieu dans les bureaux du Département des négociations de l'OLP à Ramallah quelques jours après la victoire de Donald Trump aux États-Unis et à la veille de la convention du Fatah pour élire ses nouveaux organes de représentation et présenter les lignes directrices de la succession attendue d'Abbas.

AFKAR/IDEES : *Quel est votre avis sur la controverse suscitée par la résolution adoptée par l'Unesco ?*

SAEB EREKAT : Israël essayait de mettre en marche une campagne contre les Nations unies, dans le but de tenter d'éviter une autre résolution – dans ce cas-ci du Conseil de sécurité – contre les colonies israéliennes construites illégalement sur les territoires occupés de Cisjordanie et de Jérusalem-Est. En parallèle, il continue à chercher sans cesse des arguments religieux pour justifier ses politiques d'occupation, de colonisation et d'annexion. Ce qui est réellement dangereux, compte tenu surtout de la situation dans la région. La résolution mentionne clairement que l'ancienne ville de Jérusalem est sacrée pour les trois religions monothéistes. Mais Israël insiste pour tenter de changer le *statu quo* de l'Esplanade des Mosquées (Haram al Sharif) et de convertir tout Jérusalem en une ville exclusivement juive. Le problème n'est pas d'ordre archéologique, mais il contribue à aggraver encore la culture de la haine et de l'impunité diffusée par le gouvernement israélien actuel.

A/1 : *Quelques analystes pensent que la résolution de l'Unesco représente une victoire à la Pyrrhus pour ladite stratégie palestinienne d'internationalisation du conflit, car peu après son adoption, Israël a réussi à convaincre certains pays de repenser leur position (parmi eux, le Mexique qui est passé du soutien à l'abstention) et d'en rediger une autre. La résolution a été utile ou, au contraire, s'est-elle avérée contreproductive pour les objectifs de la politique extérieure palestinienne ?*

S.E. : Ce n'est pas nous qui avons essayé de politiser ce processus, mais Israël. Nous réaffirmons notre soutien aux résolutions précédentes de l'Unesco qui incluait une rédaction similaire. Je suis sûr que la plupart de ceux qui ont critiqué la résolution ne l'ont même pas lue. Bien que nous attendions beaucoup plus de la communauté internationale, Israël n'a pas obtenu de succès. Sa stratégie s'appuie sur deux piliers : normaliser l'occupation et se promouvoir lui-même comme un État dont peuvent bénéficier d'autres pays, dans des domaines comme la technologie et la sécurité, sans parler de la politique. En ce qui concerne le premier point, ils n'ont pas pu le faire. Quant au second, bien que des pays comme l'Argentine aient déclaré qu'ils veulent acheter plus d'armement à Israël, il est également vrai qu'ils n'ont pas changé de position en ce qui concerne l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, l'illégalité des colonies et la reconnaissance de l'État de Palestine dans les frontières avant juin 1967.

La cause de la liberté de culte est la nôtre, pas celle d'Israël, et nous allons faire entendre notre voix

A/I : *Le comité des sept pays arabes qui a rédigé le projet de résolution a-t-il commis l'erreur de ne pas inclure dès le début les termes hébreux – Mur des Lamentations (Kotel), Mont du Temple (Har Habayit) – car ainsi il aurait pu discuter du contenu et non pas seulement de sa terminologie ?*

S.E. : Les lieux saints de Jérusalem doivent être désignés tels qu'ils sont repris dans le *corpus separatum* établi par le Plan de partage des Nations unies de novembre 1947 et dans le *statu quo* accordé avec les pays arabes et musulmans après la guerre de 1967. Il y a quelques mois, nous avons assisté à une forte déclaration signée par tous les leaders spirituels des différentes églises chrétiennes de Jérusalem réaffirmant leur opposition à toute tentative de changement du *statu quo* des lieux saints. Ces sites sacrés sont situés dans Jérusalem-Est, territoire occupé et capitale de l'État de Palestine. Nous sommes entièrement attachés à la liberté de culte et nous n'allons pas tomber dans le piège israélien de vouloir normaliser ses politiques d'occupation et de colonisation.

A/I : *Ne serait-il pas plus important de recentrer la discussion sur le contenu de la résolution, c'est-à-dire la revendication de la liberté d'accès et de culte, pour que tous les musulmans et les chrétiens puissent visiter les lieux saints de Jérusalem (et les sites ayant une valeur religieuse situés à Bethléem et Hébron) ?*

S.E. : Je le répète une fois encore, nous n'avons jamais dit le contraire. Il est vrai qu'Israël a lancé une vaste campagne de relations publiques auprès des capitales de nombreux pays, mais

les dirigeants qui prennent les décisions doivent bien lire les résolutions au lieu de répondre simplement à l'argumentaire israélien. Le fait qu'Israël, en tant que puissance occupante, ait circonscrit gravement la liberté de culte de l'État occupé de Palestine, soit dans l'ancienne ville de Jérusalem, dans la mosquée d'Abraham à Hébron (ou Tombeau des Patriarches), soit sur le Tombeau de Rachel, également connu comme la Mosquée Bilal Bin Rabah à Bethléem, constitue une grave violation de nos droits. Nous rencontrons aussi beaucoup de difficultés pour arriver à d'autres lieux sacrés situés dans la vallée du Jourdain, au Mont Garizim surplombant la ville autonome de Naplouse, entre autres. La Vieille Ville de Jérusalem est systématiquement interdite aux millions d'Arabes, chrétiens et musulmans ! Il suffit de voir ce qui arrive tous les ans pendant la Semaine Sainte à l'intérieur et aux abords du Saint-Sépulcre qui est hermétiquement fermé par la police. La cause de la liberté de culte est la nôtre, pas celle d'Israël, et nous allons faire entendre notre voix.

A/I : *Ce différend terminologique n'a-t-il pas permis de débattre davantage sur la dimension historique et archéologique du passé – qui bien entendu est très importante, surtout dans un lieu chargé d'histoire et aussi complexe que la Terre sainte – que sur la dimension politique et sociale du présent, ainsi que sur ses implications pour l'avenir ?*

S.E. : Nous respectons l'Unesco comme un forum international permettant de promouvoir et de préserver notre patrimoine historique, scientifique, archéologique et culturel. La dimension politique est discutée dans

d'autres forums, principalement à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité des Nations unies. Nous n'avons pas inventé la terminologie. C'est la même que celle utilisée pendant des siècles à Jérusalem, même à l'époque du mandat britannique. Ce que nous dénonçons, c'est que le gouvernement d'Israël utilise l'archéologie et la religion pour légitimer la colonisation illégale de la Palestine occupée.

A/I : *Y-a-t-il un espoir de rétablir le 'statu quo' qui régissait l'Esplanade des Mosquées avant le début de la deuxième intifada de façon à ce que le Waqf (institution islamique chargée de garder et d'administrer les lieux saints de l'islam sur la Terre sainte) puisse reprendre le contrôle de l'accès et de la sécurité, comme l'indique la résolution ?*

S.E. : Nous sommes entièrement coordonnés avec la Jordanie sur cette affaire. Je l'ai personnellement proposée au ministre des Affaires étrangères jordanien, Nasser Judeh. Ici, nous comptons sur l'appui total de la Ligue arabe et de l'Organisation de la Conférence islamique. Néanmoins, nous intensifierons nos efforts dans ce sens.

A/I : *La Jordanie en fait-elle assez en termes de protection et de conservation de l'Esplanade des Mosquées et quant à la protection des Palestiniens et des musulmans d'autres nationalités (dont la Jordanie elle-même) souhaitant accéder au site et y prier ?*

S.E. : La Jordanie fait tout ce qu'elle peut pour protéger et conserver l'Esplanade des Mosquées. Il faut savoir que le roi Abdallah II est le gardien du Haram al Sharif et d'autres lieux religieux si-

Nous demandons le retour du 'statu quo' qui prévalait sur l'Esplanade des Mosquées jusqu'en l'an 2000

tués au cœur de la Vieille Ville de Jérusalem. Comme je l'ai dit, nous coordonnons toujours nos positions avec la Jordanie quand il s'agit de Jérusalem, y compris notre approche en ce qui concerne la résolution de l'Unesco. Il ne faut pas oublier que Jérusalem-Est, y compris la Vieille Ville, est sous occupation militaire étrangère et que celle-ci a même interdit que notre propre ANP puisse opérer dans la ville en nous refusant tout type de juridiction ou de droit sur celle-ci.

A/1 : *Il semble que l'accord entre le roi Abdallah II et le premier ministre Netanyahu pour interdire que quelques ministres, députés de la Knesset et autres agents provocateurs israéliens puissent accéder à l'Esplanade des Mosquées, a fonctionné assez bien. Mais que va-t-il se passer quand Donald Trump va prendre possession de la Maison Blanche et que le gouvernement israélien en profite pour changer certaines de ses politiques et de ses pratiques, comme par exemple en entreprenant la construction de nouvelles colonies et l'annexion d'autres terres ?*

S.E. : Les ministres israéliens ne vont peut-être pas au Haram al Sharif en ce moment, mais leur présence est ressentie tous les jours par notre peuple. Ils incitent contre notre présence et prétendent même faire taire maintenant les appels à la prière des muezzins, ce qui démontre la nature islamophobe du gouvernement israélien actuel. En ce qui concerne le président élu Trump, nous sommes conscients qu'il a fait quelques commentaires pendant sa campagne qui donnent un cadre d'action pour le gouvernement de Netanyahu, mais nous savons aussi que Trump s'est engagé publi-



Saeb Erekat, secrétaire général de l'OLP./NEGOTIATIONS AFFAIRS DEPARTMENT-OLP

quement à trouver une solution juste à la question de Palestine. Je ne crois pas que l'administration Trump change une position systématique de la politique étrangère américaine qui a duré pendant presque 50 ans d'occupation israélienne. Nous comprenons l'émotion suscitée par quelques éléments racistes au sein du gouvernement israélien actuel, mais nous espérons travailler avec la nouvelle administration Trump pour parvenir à une solution à deux États dans les frontières avant 1967.

A/1 : *La victoire de Trump peut-elle aggraver la situation de l'Esplanade des Mosquées, car il semble avoir une 'Weltanschauung' assez antimusulmane et xénophobe ? Si on permet aux agents provocateurs d'accéder à l'Esplanade*

et qu'ils aient à nouveau le champ libre pour exhorter à construire le Troisième Temple, pourrait-on être aux prises avec une troisième intifada ?

S.E. : Je ne peux pas donner mon avis sur quelque chose qui n'est pas encore arrivée et que j'espère n'arrivera pas. Entre les partisans de M. Trump il y a sans aucun doute beaucoup d'islamophobes, ainsi que ceux qui soutiennent le plan israélien d'enterrer la solution à deux États et de normaliser un régime d'apartheid dans toute la Palestine historique. Mais nous espérons notre tour pour traiter avec le président Trump et non pas avec le candidat Trump. Je ne crois pas que les Américains soient contents de voir les Israéliens jeter de l'huile sur le feu dans la région en faisant de la politique mesquine.

Je ne crois pas que Trump change la politique étrangère qui a duré les 50 ans d'occupation israélienne

A/1 : *Pensez-vous que Trump va essayer de transférer l'ambassade des USA de Tel Aviv à Jérusalem, comme il l'a déclaré pendant la campagne électorale et l'a répété après avoir gagné les élections ? Quelles conséquences pourraient avoir ce mouvement politique ?*

S.E. : Non, je ne crois pas qu'il aille déplacer l'ambassade, parce que cela irait non seulement à l'encontre de l'ordre juridique international et des résolutions des Nations unies, mais aussi contre cette doctrine de politique étrangère des 50 dernières années que je viens de mentionner.

A/1 : *Êtes-vous en train de travailler sur des plans de contingence pour faire face aux conséquences que la politique étrangère de Trump pourrait potentiellement avoir sur le conflit israélo-palestinien ? Par exemple, si les politiques changent dans des domaines comme la construction de nouvelles colonies ou l'annexion unilatérale des dites Zones C de Cisjordanie.*

S.E. : Nous avons des équipes – tant de l'ANP que de l'OLP – qui analysent en ce moment comment tout ce qui est en train de se passer après la victoire de Trump pourrait affecter les relations palestino-américaines. Comme nous l'avons dit, nous travaillerons avec tout gouvernement élu par le peuple américain et nous devons agir en conséquence. Les USA sont une société fascinante et la Palestine a beaucoup d'amis là-bas. Par ailleurs, nous avons des millions d'Arabes et parmi eux des centaines de milliers de Palestiniens qui font partie de la vie américaine et même politique. La semaine prochaine, nous allons recevoir une

importante délégation de pasteurs d'églises évangéliques. Nous avons aussi beaucoup d'amis parmi les Afro-américains, les Latins, les Asiatiques et, en particulier, parmi la communauté juive américaine. Ainsi, la semaine dernière j'ai rencontré un groupe merveilleux de JStreet et nous recevons très souvent des personnes de l'organisation Jewish Voice for Peace qui s'opposent aux violations des droits des Palestiniens. Le mouvement de solidarité avec la Palestine continue de grandir aux USA malgré la persécution dont souffrent beaucoup d'activistes – y compris ceux faisant partie des « Étudiants pour la justice en Palestine » – infligée par des organisations sionistes de droite qui appliquent un nouveau Maccarthysme dans les campus universitaires.

A/1 : *L'ANP ou l'OLP, ou bien toutes les deux, sont-elles en train de coordonner des positions avec la Ligue arabe et l'Organisation de la Conférence islamique pour faire face à cette nouvelle adversité que la cause palestinienne va affronter dans les années à venir ? Pouvez-vous donner un exemple de ce type de coordination au niveau arabe et musulman ?*

S.E. : La cause palestinienne a dû avancer face à un vent contraire durant les soixante-dix dernières années ! Nous sommes coordonnés de nombreuses façons, y compris à travers l'Initiative de paix arabe (2002). Nous appuyons l'Initiative de paix française (2016), qui souhaite convoquer une grande conférence régionale de paix à Paris. Nous travaillons ensemble aux Nations unies. Nous sommes conscients que nous pouvons toujours faire davantage, mais nous savons aussi que la si-

tuation actuelle du monde arabe n'est pas la plus simple. Ceci ne veut pas dire que la cause palestinienne ne soit plus au cœur du monde arabe et musulman. Il n'y aura pas de solution aux conflits qui sévissent dans la région si l'on ne résout pas d'abord la question de la Palestine, et nous sommes tous d'accord – non seulement les Arabes et les musulmans – sur ce point.

A/1 : *L'élection de Trump est-elle le début de la fin pour la solution à deux États ou pensez-vous qu'il y a encore une marge de manœuvre pour créer un État palestinien politiquement souverain et économiquement viable ?*

S.E. : Nous savons que le gouvernement israélien actuel est en train de faire tout son possible pour enterrer la solution à deux États, mais nous ne croyons pas que le nouveau président des USA aille changer de position, car elle est assurément fondée sur ce que ses prédécesseurs immédiats – Barack Obama, George W. Bush, Bill Clinton, George Bush – avaient défini comme s'inscrivant dans l'intérêt de la sécurité nationale. En ce moment même, sachez que les juifs représentent 49,1 % de la population totale résidant en Palestine historique. Mais eux doivent aussi savoir que nous n'irons nulle part ailleurs. Nous sommes en faveur d'une solution juste fondée sur deux États dans les frontières avant 1967 et nous pensons que la seule alternative serait celle d'un État binational et démocratique pour tous. En ce qui me concerne, l'un ou l'autre modèle me convient aussi bien. Mais Israël doit savoir que nous n'allons pas rester inactifs en attendant que ce soient eux qui prennent la décision. ■